



Blagnac, le 27 Septembre 2013

CR AG 19/24 SEPTEMBRE 2013

Les marionnettistes de la DGI

Le jeudi 19 septembre 2013, nous avons été 84 à constater que nos « dirigeants » locaux sont plus que jamais inféodés aux décisions prises dans les bureaux de la DGI au Bourget ! Les questions, qu'a amené l'AG durant la réunion DP n'ont pas trouvé de réponses ! M. Guichard n'a su, n'a pu répondre ! Quoi de plus désolant que de voir notre 1^{er} interlocuteur incapable de répondre à quoi que ce soit ! Cela nous renforce dans la nécessité de continuer à pousser pour obtenir une rencontre avec Mme Anne Brachet pour ouvrir des négociations ! Le manque de franchise concernant leur intention stratégique pour le CIT est cynique. Nous l'avons vu avec la non-venue des A330/A340 !

CCE du 18 Septembre : La direction DGI absente !

Lors de l'AG du Mardi 24 septembre, nous vous avons résumé les annonces du CCE. Rien de neuf du côté de la stratégie d'entreprise : Couper dans l'effectif et le soi-disant « coût du travail ! 2 800 suppressions de postes supplémentaires dont 1 700 à 1 800 pour le *personnel sol ! la DGI semble pour l'instant écartée du dispositif mais la CFE-CGC conditionne leur accord à l'ouverture du PDV pour tous les secteurs. A la fin 2014, en 2 ans, il y aura eu 4 500 suppressions d'emploi sur le PS*. M. Gagey le nouveau PDG s'est exprimé pour la DGI puisqu'aucun membre de la DGI n'était présent. M. Gagey a confirmé que les A330/A340 se feront sur Paris.

Pour la DEA, les intentions sont claires : «¹ rationalisation économique des activités grand entretien ». La sous-traitance sera renforcée sur ce secteur d'activité ! Et pour le CIT, là aussi le message est clair : « le CIT connaît sur la période un équilibre de ses besoins et de ses ressources disponibles ». Tout va bien pour le CIT !! Heureusement que le PDV a fonctionné moyennement ! Et nous nous disons que rien ne va bien pour le CIT ! Le projet Blagnac de 2004, avec le but de se développer, intégrant une activité grand entretien pour 500 personnes est loin de ce que propose la direction avec « Transform 2015 ». 2 Lignes de check C A320 avec 350 personnes n'a rien d'un projet, mais est clairement un affaiblissement de notre centre par la diminution de sa capacité industrielle.

Une annonce qui semble une avancée !

Dans les annonces de M. Gagey, il a été question d' « une modification sur le maintien d'une ½ ligne 320 qui restera à Toulouse ». Ces propos sont interprétables car la phrase de M. Gagey est ambiguë. Mardi 24 Septembre avait lieu de la CE DGI avec la présence de Mme Brachet. Celle-ci confirme qu'il y aura bien une ligne complète de GEAV pour Toulouse.

Nous pouvons nous satisfaire de cette annonce qui colle avec une de nos revendications.

Mais 1 ligne complète de GEAV est pour nous le minimum car nous avions à l'origine 2 lignes, cette annonce confirme malgré tout la perte d'1 ligne de GEAV.

Ensuite, ces propos sont en contradiction totale avec les écrits présentés lors de la session CCE. (Voir ci-dessus¹)

.../...

Puis nous connaissons la propension de la direction à nous amuser avec des annonces comme elle l'a fait pour les A330/A340. Bien évidemment, si cette annonce s'avère exacte dans les faits, comment pourrions-nous traiter cette charge avec un effectif diminué de 84 salariés ! A noter que dans leur dernière parution, la CFE-CGC s'interroge sur les moyens en effectif de traiter la charge. Preuve qu'ils ne sont pas à une contradiction près. Après avoir défendu la nécessité de se séparer de bon nombre de salariés, voilà qu'ils s'interrogent sur la répartition effectif/besoin. Et enfin, lorsque la direction parle de grand entretien en aucun cas ils parlent de GV ou check D, c'est bien d'IL dont il s'agirait.

La stratégie pour le CIT reste floue, Mme Brachet doit venir sur Toulouse pour éclairer les salariés sur leur avenir.

L'engagement des politiques !

Nous avons eu des retours aux courriers adressés aux politiques, que nous avons rencontrés le 08 Juillet 2013, pour leur demander un soutien public.

M. Pierre Cohen, président du Grand Toulouse, semble prêt à faire part de son soutien dans un communiqué. Mme Lemorton député de la 1^{er} circonscription de Haute-Garonne englobant Blagnac semble elle aussi prête à afficher son soutien public à notre cause.

Vendredi 27 septembre 2013, nous irons donc interpeller les parlementaires de la Haute-Garonne (sénateurs et députés) sur le cas du CIT. Il est primordial de faire valoir la responsabilité des législateurs face aux restructurations d'entreprises. Nous rappelons qu'Air France touche 115 millions € de subvention publiques dans le cadre du *Crédit Impôts Compétitivité Emploi, lequel est prévue pour maintenir et développer l'activité et l'emploi. Air France utilisera ce C.I.C.E* pour continuer la casse de l'entreprise, de l'emploi et de nos conditions sociales. Rappelons aussi que l'état reste actionnaire à 15,9% d'Air France et qu'il a un devoir d'ingérence dans cette entreprise stratégique pour l'état.

Rejoignez nous dans la lutte, défendons notre intérêt collectif et du coup nos intérêts particuliers !

Nous invitons les camarades à rester en bleu afin d'être identifiable facilement en tant qu'industriel Air France. Cela nous permettra d'avoir une visibilité médiatique plus profitable !

Modalité pratique :

Le bus partira à 11h00 pour une arrivée à 11 H 30 devant le siège du PS : prévoir 2€.

Sur place le déjeuner est assuré par nos UD. Prévoir 3€.

Le retour se fera à 13h15 pour une arrivée au CIT à 13H45.

L'intersyndicale appelle l'ensemble des salariés du CIT à un arrêt de travail le Vendredi 27 septembre 2013 :

Appel à un arrêt de travail, RDV devant le magasin Vendredi 27 septembre à 10H45 pour la vacation du matin, pour la vacation du soir et de nuit 1 heure en fin de vacation.

Restons tous mobilisés pour notre avenir.

« On ne peut pas résoudre un problème avec le même mode de pensée que celle qui l'a créé » Albert Einstein